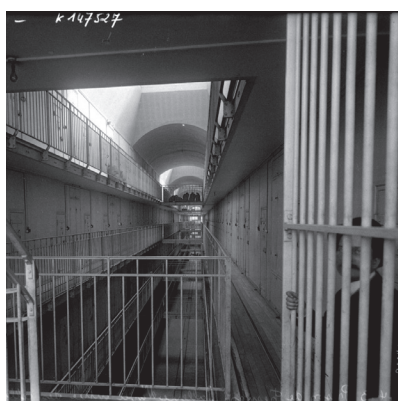
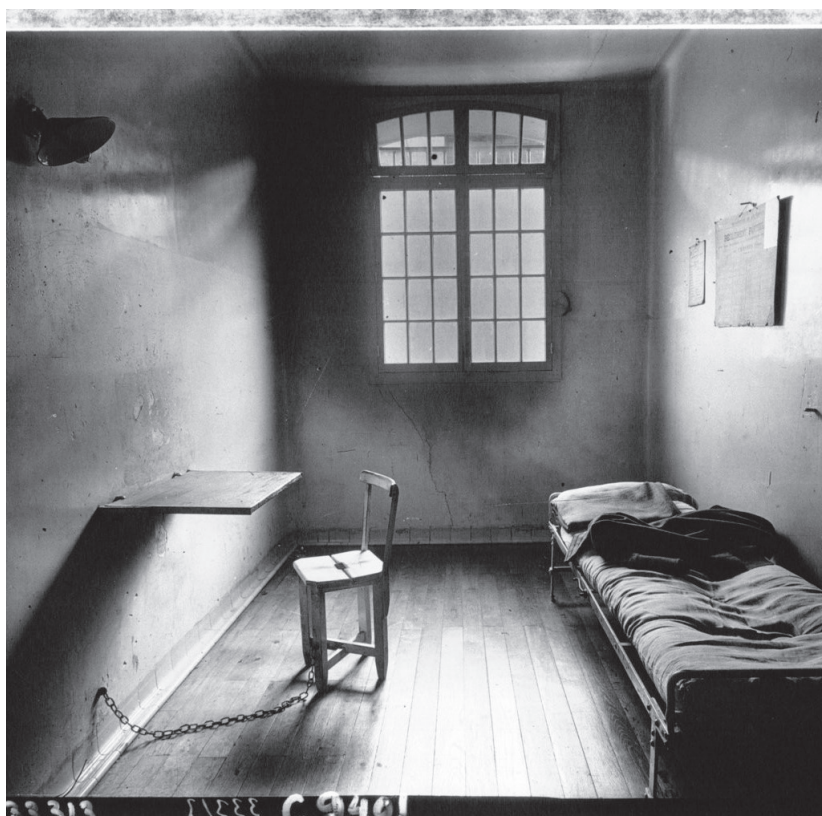


Murs de Fresnes

Un projet transmedia sur la prison de Fresnes pendant l'occupation

Une proposition de Judith Depaule



© [photographie de presse] / Agence Meurisse

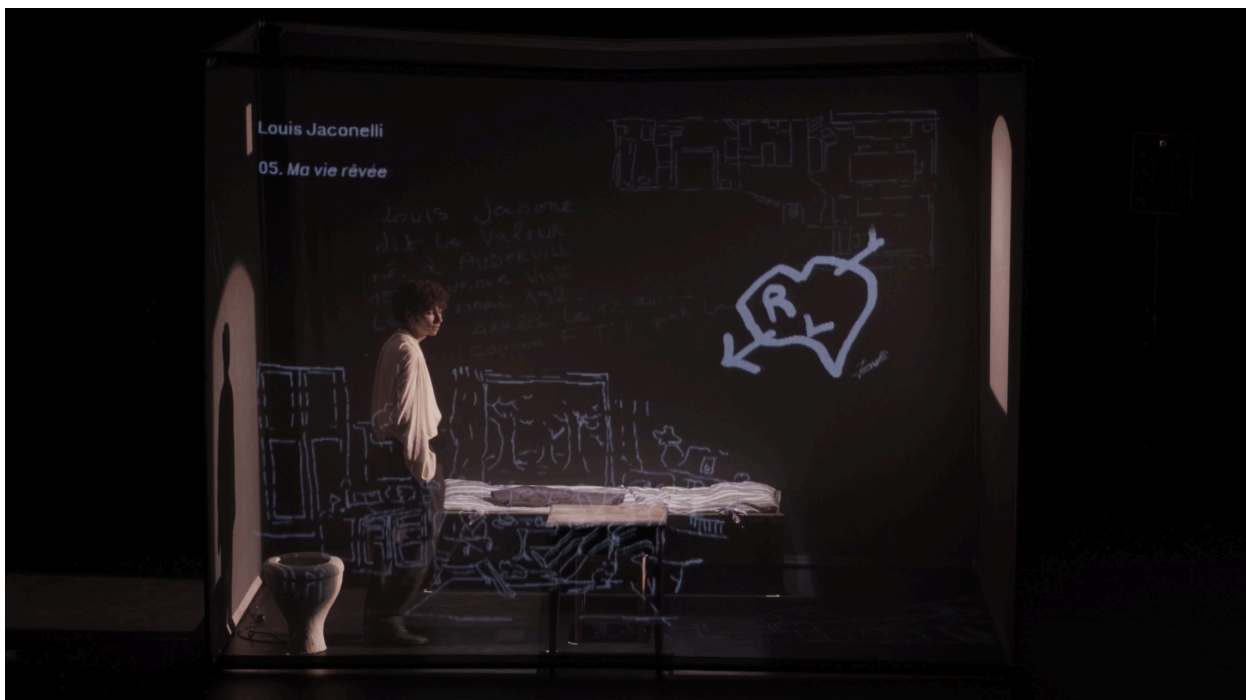
Mabel Octobre

Direction artistique Judith Depaule

Chargé de production Andriy Demchak – admin@mabeloctobre.com

3 Passage de Lagny – 75020 Paris

+33 9 81 98 60 61 – www.mabeloctobre.com



Équipe

Conception, mise en scène

Judith Depaule

Assistanat artistique

Mathieu Dandreaux

Jeu

Raphaël Bocobza

Conception visuelle

Jean-Michel Pancin

Coordination de projet multimédia

Loïc Horellou

Designer interactif

Anna Tolkacheva

Développement et interaction

Sébastien Courvoisier

Développement 3D

Adrien Tison

Développement graphique

Studio des formes

Conception lumières

Bruno Pocheron

Conception sonore

Julien Fezans

Écriture de plateau

Geoffrey Mandon

Travail vocal

Jeanne-Sarah Deledicq, Valérie Joly

Travail corporel

Tamara Milla Vigo

Accessoires

Fanie Lumbalumba, Mehdi Yarmohammadi,

Patricia Audo

Avec la participation de

Léo Baqué, Paul Lajus, Iannis Japiot

Consultants historiques

Thomas Fontaine, Antoine Grande

Recherches et documentation

Guillaume Mulot

Production

Andriy Demchak

Production

Mabel Octobre

Conventionnée par

DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France

Avec

l'aide aux projets numériques solidaires 2017 de

la Fondation Afnic, l'aide à l'écriture du Fonds

d'Expériences Interactives de Pictanovo, l'aide

aux projets patrimoniaux et culturels du

Ministère de la Défense, l'aide de la Scam dans

le cadre de la bourse *Brouillon d'un rêve* et du

dispositif *La Culture avec la Copie Privée*, l'aide

à l'action culturelle et langue française de la

DGLFLF, le programme Cité internationale des

arts Paris 2017 de l'Institut Français, le SPIP 94

« Service Pénitentiaire et de probation du

Val-de-Marne » dans le cadre du parcours

culturel d'insertion, l'École Régionale d'Acteurs

de Cannes et le *Fonds d'Insertion pour Jeunes*

Artistes Dramatiques

Soutenu par

les Archives départementales du Val-de-Marne,

la Fondation pour la Mémoire de la Déportation,

le Musée de la Résistance Nationale à

Champigny-sur-Marne, le Mont Valérien - Haut

lieu de la mémoire nationale, l'École Supérieure

d'art de Cambrai

Résidences

– Le Grand Parquet — Théâtre Paris Villette

– Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi

– Le Prisme - Théâtre d'Élancourt

– atelier des artistes en exil

– Atelier Pascale Veyron

– IMMS / ERAC-M

– Théâtre de Châtillon



Résidence au
Théâtre Le Prisme
d'Élancourt

Murs de Fresnes

Un projet transmedia

Murs de Fresnes est un projet transmedia qui part du livre d'Henri Calet, *Les murs de Fresnes*, publié en 1945, rassemblant les graffitis laissés par les détenus sur les murs des cellules de la prison de Fresnes pendant l'Occupation. Haut lieu d'enfermement de la Résistance, prison de la Gestapo à partir de 1943.

Un spectacle interactif

Le public est placé devant une cellule matérialisée par une boîte en tulle de mêmes dimensions que la cellule originelle. Tous les soirs des récits de vie d'anciens résistant-es, passée-es par Fresnes sont piochés au hasard. Des séquences de chaque récit et des actions au plateau sont déclenchées en direct par les spectateurs via leur smartphone. Elles sont interprétées par un comédien « augmenté » qui reçoit des « commandes » via une oreillette. Le développement narratif du spectacle dépend de l'interaction avec la salle.

Le site web

Le site (<http://murs-de-fresnes.fr/>) se scinde en une expérience immersive et une base de données informatives. Celle-ci permet de documenter l'ensemble du projet et d'apporter un complément scientifique et pédagogique. Elle renseigne aussi bien sur les actualités du spectacle et sur les ateliers de médiation culturelle, que sur les autres parties du projet et permet d'en prolonger l'expérience.

Une expérience immersive

Le spectateur est invité à s'immerger de façon intuitive dans une expérience sensorielle. Il refait le parcours d'un détenu : le voyage en fourgon cellulaire depuis le siège de la Gestapo jusqu'à la prison, l'arrivée à la grande grille qui mène aux divisions, l'exploration d'une cellule chez les hommes ou chez les femmes. Un dernier espace de réminiscence conclut la

séquence. Ce sont des univers 3D dans lesquels l'internaute interagit en cliquant sur des zones actives (supports : smartphones, tablettes, ordinateurs).

Une séquence VR

Une séquence au casque VR de 7 à 10 min est proposée au spectateur avant et après les représentations, ou de façon autonome (musées de la résistance, lieux de mémoire). L'utilisateur est pensé comme un archéologue, placé au milieu d'une cellule, qui essaie de faire parler les murs.

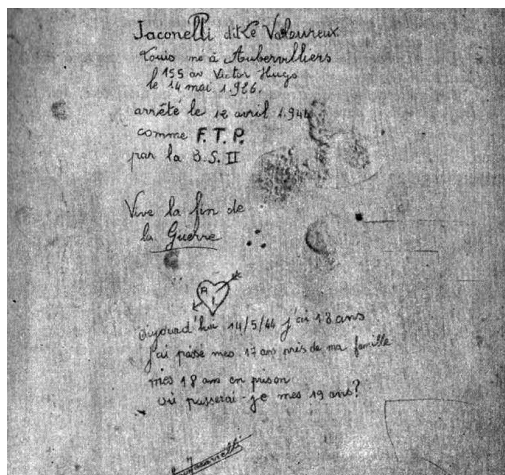
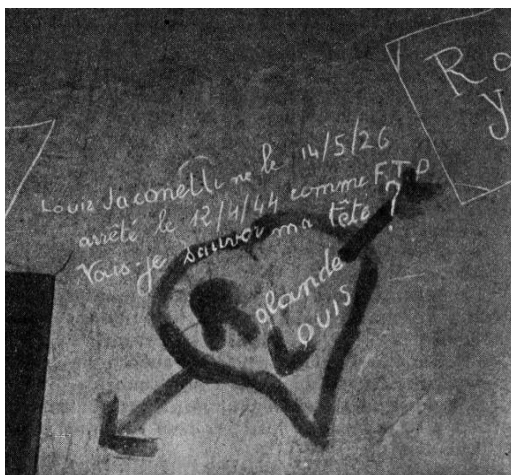
Le dispositif immersif est une expérience en location based, l'utilisateur porte un casque de réalité virtuelle et peut se déplacer dans un espace défini pour explorer la cellule et révéler une suite de fragments d'histoires qui se déploie selon une continuité narrative. L'expérience est plus large que celle de Fresnes et emprunte aux archives des autres prisons passées sous domination allemande.

Un carnet à publier

Durant la représentation, le comportement des spectateurs et le parcours du comédien sont archivés dans un carnet généré au fur et à mesure du spectacle : commandes passées, déclenchements d'événements et de séquences médias, texte énoncé sur scène et déplacements du comédien sont retranscrits, enrichis de documents historiques et d'archives, formant une édition unique à commander sur le web à l'issue de chaque représentation.

Graphisme

Les univers de l'immersion sur le web, l'interface d'interaction et le site web sont très épurés, reprenant les croquis de l'architecte de la prison de Fresnes, Henri Poussin, passés en négatif : des traits blancs sur fond noir pour signifier l'enfermement.



© Henri Calet, Les murs de Fresnes

Graffitis de Louis Jaconelli
(division II - cellule 35)

Croisements avec les programmes scolaires

Les questionnements soulevés dans *Murs de Fresnes* croisent différents programmes du collège et du lycée, de la troisième à la terminale en histoire-géographie et dans les enseignements pratiques interdisciplinaires.

Programme

L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945)

– 3^e – histoire-géo : La France défaite et occupée. Régime de Vichy, collaboration, Résistance.

Information, communication, citoyenneté

Enseignements pratiques interdisciplinaires en lien avec l'histoire, la géographie, l'enseignement moral et civique, l'histoire des arts, les arts plastiques et l'éducation musicale
– 3^e : La littérature et les régimes totalitaires (entre réalisme et métaphores).
– 3^e : Les deux guerres mondiales et la littérature : poésie engagée, résistance fabrication d'une anthologie poétique, mise en voix et mise en scène...

État et société en France de 1830 à nos jours

– 1^{ères} pro – histoire-géo : De l'État français à la IV^{ème} République (1940- 1946)

La guerre et les régimes totalitaires

– 1^{ères} S – histoire-géo : « La Seconde Guerre mondiale ».

La France et la République

– 1^{ères} STMG et ST2S – histoire-géo : introduction à l'année 1940
– 1^{ères} ES/L – histoire-géo : « Une République, trois Républiques »

Le rapport des sociétés à leur passé

– Terminales ES, L et S – histoire-géo : l'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France

Concours national de la Résistance

Ouvert aux élèves de troisième, des lycées d'enseignement général et technologique, des lycées professionnels et des lycées polyvalents, publics et privés sous contrat d'association avec l'État.

<http://eduscol.education.fr/cid45607/concours-national-de-la-resistance-et-de-la-deportation.html>
<https://www.reseau-canope.fr/cnrd/>

Dates clés

1939

23 août : pacte de non-agression germano-soviétique

1^{er} sept. : invasion de la Pologne (début de la guerre)

1940

10 mai : invasion de la France

17 juin : Le maréchal Pétain, président du conseil, appelle à cesser le combat

18 juin : appel du général de Gaulle à poursuivre le combat aux cotés des alliés britanniques - naissance de la France libre

22 juin : armistice franco-allemand - instauration d'une ligne de démarcation qui divise la France en plusieurs zones

10 juil. : Pétain - chef d'état français

30 juil. : bataille d'Angleterre

24 oct. : rencontre de Montoire entre Pétain et Hitler - début de la collaboration

11 nov. : premier acte de résistance : manifestation patriotique d'étudiants parisiens (distribution de tracts et des premières feuilles clandestines)

1941

mars : structuration du mouvement Franc-Tireur

mai-juin : création du mouvement de résistance communiste Front National

juin : les communistes rentrent dans la résistance

22 juin : invasion de l'URSS - répression renforcée à l'égard des militants communistes par le régime vichyste et les nazis

nov. : naissance du réseau Combat (dirigé par Henri Frenay et Bertie Albrecht)

1^{er} déc. : création du mouvement de résistance Libération

7 déc. : attaque japonaise de Pearl Harbor - entrée en guerre des états-Unis

1942

janv. : application de la « Solution finale »

28 mars : naissance des Francs-Tireurs et Partisans

16 -17 juil. : rafle du Vel d'Hiv

4 sept. : établissement du Service de Travail Obligatoire (STO) - une partie des réfractaires rejoint le maquis

oct. : Le général Delestraint nommé à la tête de l'Armée Secrète

8 nov. : débarquement allié en Afrique du Nord

déc. : début de l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A)

hiver 42/43 : bataille de Stalingrad

1943

26 janv. : fusion des mouvements Combat, Franc-Tireur et Libération en Mouvements Unis de la Résistance (MUR)

2 fév. : l'armée allemande capitule à Stalingrad

27 mai : première réunion du Conseil National de la Résistance (CNR)

21 juin : arrestation de Jean Moulin

déc. : fusion des MUR avec les mouvements de la zone nord pour constituer le Mouvement de Libération Nationale (MLN)

1944

3 juin : Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) dirigé par de Gaulle

6 juin : débarquement en Normandie

10 juin : massacre d'Oradour-sur-Glane.

15 août : débarquement en Provence

18 août : libération de la prison de Fresnes

25-26 août : libération de Paris - de Gaulle descend les Champs-Élysées

1945

27 janvier : Libération par l'Armée rouge d'Auschwitz, plus grand camp d'extermination et de concentration

4-11 fév. : conférence de Yalta

avril : libération par les Américains des camps d'Ohrdruf, Nordhausen, Buchenwald, Dachau, Mauthausen et par les Britanniques de Bergen-Belsen

16 avril - 2 mai : bataille de Berlin

30 avril : libération par l'Armée rouge du camp de Ravensbrück

8 mai : capitulation allemande

6 - 9 août : envoi de bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki

18 août : libération du camp de Drancy, utilisé comme lieu d'internement des juifs avant déportation

2 sept. : capitulation japonaise

1948

6 août : loi n°48-1251 « statut définitif des déportés et internés résistants »

Le devoir de mémoire

Le devoir de mémoire est une notion qui est apparue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin que plus jamais d'horreurs semblables ne se reproduisent. Mettant légitimement l'accent sur la Shoah, l'injonction au devoir de mémoire exprime aussi l'inquiétude de voir la mémoire submergée par l'oubli. Aujourd'hui élargi à d'autres épisodes tragiques de l'Histoire, ce sentiment qui pousse au souvenir peut et doit s'appliquer aussi aux actes héroïques de la Seconde Guerre mondiale, en particulier la Résistance.

La Résistance

La Résistance Intérieure française, appelée en France La Résistance, désigne l'ensemble des mouvements, opérations et réseaux clandestins qui, durant la Seconde Guerre mondiale, ont poursuivi la lutte contre l'Axe et ses relais collaborationnistes. Cette lutte a commencé à l'Armistice du 22 juin 1940 et s'est achevée lors de la Libération en 1944.

À l'été 40, malgré le traumatisme de la guerre et la défaite de l'armée française, un petit pourcentage de femmes et d'hommes refusent de voir leur pays se soumettre à l'Allemagne et se faire démanteler. Ces personnes sont issues de toutes les familles de pensées politiques, religieuses ou philosophiques. Elles vont s'engager, souvent sans moyen, dans un nouveau type d'affrontement : la résistance. Des étrangers combattent à leurs côtés : antifascistes italiens, antinazis allemands, républicains espagnols réfugiés en France, immigrés polonais et arméniens, juifs apatrides... Tous sont volontaires, engagés dans la lutte clandestine, risquant à tout moment d'être dénoncés, arrêtés, torturés, emprisonnés, exécutés ou déportés. Souvent jeunes, voire très jeunes, ils représentent une petite minorité courageuse, qui s'est transformée à la fin de l'Occupation en un mouvement de contestation beaucoup plus vaste, entraînant l'adhésion de la majorité des Français.

La Résistance, considérée comme une force occasionnelle, n'est pas incluse dans une stratégie élaborée par les Alliés. Pourtant, elle mène un combat sur tous les fronts : politique, militaire, intellectuel, économique et social. La Résistance part de rien, il lui faut donc innover et trouver des formes d'actions variées : graffiti, journaux, tracts, renseignement, manifestations, sabotage, lutte armée...

Les résistants se regroupent et les noyaux initiaux deviennent des mouvements dont l'action se focalise sur l'information par la réalisation de journaux clandestins qui

traduisent le refus de la domination allemande. Cette presse clandestine permet de révéler les horreurs du nazisme, de stimuler les populations frileuses, d'encourager les sympathisants, de soutenir les combattants et de développer chez la population occupée, une hostilité envers l'envahisseur nazi. Ils servent à contrecarrer la propagande du gouvernement de Vichy et celle de l'occupant. Le mouvement de résistance Franc-Tireur est né du journal du même titre (tiré à 165 000 exemplaires) tout comme Combat. La radio était un outil essentiel de la Résistance, une arme à part entière. Elle transmet des consignes d'actions à une masse d'auditeurs et envoie aux mouvements et réseaux de résistance des instructions sous la forme de messages codés.

Les grèves, menées en dépit de la violence de la répression, sont aussi des actes de résistance utilisés durant l'Occupation, au même titre que la non-exécution des ordres et des circulaires dans les administrations.

Parallèlement, la Résistance organise aussi une filière d'évasion, en particuliers pour les aviateurs dont l'avion a été abattu ou pour les juifs — le réseau Comète, dirigé de Belgique par Andrée de Jong. Dans le même temps, attentats et sabotages se multiplient dans toute l'Europe. En France, le groupe de Missak Manouchian réalise près de 70 attentats de juillet à octobre 1943. Des maquis s'organisent, notamment en montagne.

Une résistance caritative vient également en aide aux persécutés du nazisme en leur apportant secours et protection — les juifs, mais aussi les familles de résistants arrêtés ou déportés. On leur apporte des vêtements, de l'argent ou on les aide à se cacher. Des prêtres délivrent de faux certificats de baptême, des filières de médecins clandestins s'organisent pour les juifs dissimulés et les résistants blessés... La Résistance doit surmonter nombre de divisions en interne : d'abord par la cohabitation parfois conflictuelle entre communistes, non communistes et anticommunistes, entre partisans du général de Gaulle et antigaulistes, mais aussi à cause de désaccords sur le plan stratégique entre ceux qui préconisent le sabotage et la lutte armée et les autres qui privilégient le renseignement, la propagande et l'aide aux prisonniers évadés — entre une « résistance organisée » et une « résistance civile ».

Considéré comme le discours fondateur de la Résistance, l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle depuis Londres (diffusé

par la BBC, puis repris dans la presse et par des radios étrangères) encourage la prise des armes et à ne pas cesser le combat, et mondialise le conflit : « [...] Le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! [...] Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! [...] ». Cet appel aura pour conséquence l'engagement d'un plus grand nombre de personnes dans la résistance.

à compter de cette date, le régime de la France libre est fondé, et la Résistance Extérieure française mise en place. Le général de Gaulle incarne la France qui ne plie pas, de nombreux citoyens et soldats évacués notamment de Dunkerque cherchent alors à le rejoindre à Londres pour poursuivre le combat au sein des Forces françaises libres (FFL), qui comprend aussi les forces navales et aériennes libres. Ce même été 1940, de nombreux jeunes tentent de venir à Londres pour continuer le combat et le général de Gaulle décide de leur donner une formation d'officier, en février 1941 naît alors l'École des Cadets de la France libre.

En 1941, les mouvements de résistance de la Zone Sud (Liberté, Mouvement de Libération nationale et Libération-Sud) donne mandat à Jean Moulin, ancien préfet révoqué par Vichy en novembre 1940, d'obtenir des moyens de Londres. Le 25 octobre 1941, ce dernier rencontre le général de Gaulle, et repart avec la mission de rallier les mouvements et de créer une armée unifiée. Coordonnant les mouvements de la zone sud, le 27 novembre 1942, Jean Moulin réunit un comité qu'il préside avec le général Delestraint (chef de l'armée secrète), Frenay (chef du mouvement Combat), d'Astier de La Vigerie (chef du mouvement Libération Sud) et Levy (chef du mouvement Franc-Tireur). Pierre Brossolette est chargé de créer un comité de coordination des mouvements de zone nord.

Début 1943 — événement historique dans l'histoire de la résistance intérieure française —, les chefs des différents mouvements décident d'établir une direction unique et d'unir leurs forces. C'est Jean Moulin qui en prend la tête. Le 27 mai 1943, à Paris, Jean Moulin réunit 8 mouvements de résistance (3 de zone sud : Combat, Libération sud, Franc-Tireur ; 5 de zone nord : l'Organisation civile et militaire - OCM, Libération Nord, Ceux de la résistance - CDLR, le Front national), 6 tendances (communistes, socialistes, radicaux, démocrates populaires, l'Alliance démocratique, la Fédération républicaine) et 2 syndicats (CGT et CFTC). C'est la création

du Conseil National de la Résistance, lieu de débat et de négociation permettant de maintenir la cohérence au sein de l'Etat clandestin, qui apporte son soutien au général de Gaulle. L'arrestation de Jean Moulin, le 21 juin 1943, ne remet pas en cause cette fusion.

La Résistance a participé au succès de la stratégie alliée bien que son efficacité soit difficilement quantifiable. Il est certain que sans les résistants, la libération de la France et la défaite de l'ennemi en Europe occidentale auraient été plus tardive et le nombre de pertes plus élevé. Déraillements de trains, charges explosives, autant d'actions qui causèrent la mort de soldats allemands, l'empêchement de livraisons d'armes ou la libération de prisonniers transférés vers l'Allemagne. Certaines actions furent spectaculaires, d'autres moins directes ou plus discrètes : mise hors service de lignes haute tension alimentant des usines, sabotage des transformateurs alimentant les centrales électriques, destruction de locomotives, introduction de limaille dans les boîtes à graisse des freins, déboulonnage des rails, sabotage des écluses afin de paralyser les transports fluviaux, disparition simultanée d'une pièce essentielle de telle machine et du stock des pièces de rechange, sabotage des câbles téléphoniques... En 1942, on dénombre environ 60 actions de sabotages par mois, on passe à 136 au premier semestre 1943 puis 514 au second, pour arriver à 1080 actions au début de l'année 1944.

L'expression « prendre le maquis » apparaît à la fin de l'année 1942, quand le gouvernement de Vichy instaure le Service du Travail Obligatoire (STO), suscitant une vive émotion dans la population et poussant la jeunesse à être réfractaire à ce service. Certains d'entre eux (ceux ne pouvant pas se cacher ou le plus souvent par réflexe patriotique) deviendront des « maquisards ». La Résistance s'occupe d'eux et prend en charge ces jeunes qui viennent grossir ses rangs. Elle leur fournit des faux papiers, les cache, les ravitaille et les encadre. La Résistance se développe, gagne en importance avec l'arrivée de ces nouveaux venus, et affirme ainsi sa légitimité au sein de la population.

Résistance et communication

Le graffiti

Le graffiti est probablement le geste de contestation le plus simple à réaliser et vraisemblablement la première et plus ancienne forme de résistance spontanée. Durant la Seconde Guerre mondiale, sa pratique prend de l'ampleur, dans les villes et les villages français les « Vive De Gaulle » ou les « À bas Pétain » fleurissent entre les croix de Lorraine (symbole de la résistance) et les « V » de la victoire. Si bien que les Allemands stipuleront sur leurs affiches :

« l'altération de la présente affiche sera considérée comme un acte de sabotage et puni des peines les plus sévères ».

La France occupée utilise ce mode de communication pour résister. Dans la rue, sur les murs des villes et les affiches de propagande allemande, on trouve les premières traces du refus de l'Occupation.

Dans les lieux d'enfermement, les résistants enfermés continuent d'utiliser ce moyen d'expression. Ils signent de leurs noms ou d'un pseudonyme les murs de leurs cellules, laissant ici ou là une date (souvent d'exécution), un message pour les proches encore en vie ou un dernier élan d'espoir (« vive la France »). Ce mode de communication devient une manière pour ces femmes et ces hommes de poursuivre leur combat, même entre les quatre murs d'une cellule de prison, et de laisser des traces pour la postérité.

Peu étudiés, ces graffitis, porteurs d'émotion et d'enseignement, sont autant de témoignages intimes au plus proche de la vie de ces détenus. Durant leur incarcération, beaucoup ont éprouvé le besoin d'écrire ou de dessiner sur les murs et le mobilier de leur lieu d'internement. Faisant d'abord fonction de calendrier, ces inscriptions font avant tout mention de soi. La solitude et l'isolement agissent différemment selon les individus. Signer de son nom, du bout d'une cuillère aiguisée ou à l'aide d'une mine récupérée clandestinement, sur un bout de mur, pour attester de sa présence.

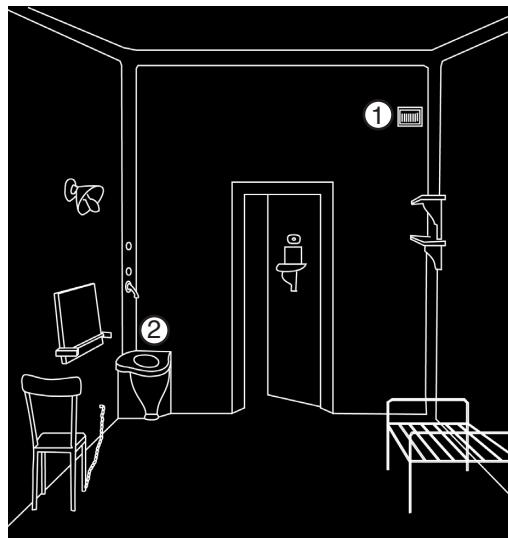
Le graffiti sert aussi de moyen de communication. On mentionne ses partenaires, son réseau, ses partenaires de détention, on s'indigne, on écrit une dernière fois les noms des êtres aimés. On calomnie une dernière fois l'ennemi et celui qui vous a dénoncé. L'écriture et les mots deviennent des armes, un acte de résistance. Les mots des uns et des autres se chevauchent et, sans se répondre directement, sont pourtant tous liés. Ils racontent l'Histoire.

Les chants

Les chants permettent la communion et le partage, ils passent à travers les murs et permettent aux prisonniers d'exprimer leurs émotions, de se sentir unis et de ne faire plus qu'un.

Chant patriotique de la Révolution française, la *Marseillaise* est devenue par la suite l'hymne nationale de la France. L'hymne, interdit en zone occupée durant l'Occupation, s'épanouira dans la France libre et dans la Résistance. Les otages, les prisonniers, les condamnés à mort reprenaient tous en cœur la *Marseillaise*. Symbole de la liberté, elle tient un rôle important. Dans certaines prisons, les résistants enfermés chantent tous les jours à la même heure l'hymne national ou pour exprimer leur soutien à ceux qui vont se faire exécutés. Malgré l'interdiction des Allemands de chanter, malgré la torture, la prison chante. Quand un camp de concentration sera libéré, c'est bien souvent la *Marseillaise* que l'on entendra. C'est aussi la *Marseillaise* qui ponctue les annonces en langue française de la BBC.

La Résistance française trouve son hymne dans le *Chant des Partisans*, écrit au printemps 1943 par Joseph Kessel et Maurice Druon sur une musique composée par Anna Marly en 1941. Pour les français qui le découvrent, c'est une mélodie synonyme d'espoir qui glorifie la Résistance.



Moyen de communication à l'intérieur d'une cellule

1- Bouche de chaleur ou ascenseur

communication avec les cellules d'au-dessus et d'en dessous. Possibilité de se servir de la technique de l'ascenseur pour faire monter ou descendre (un contenant fixé à une ficelle) des objets d'une cellule à l'autre.

2- Canalisations

communication avec la cellule mitoyenne

3- Cloisons

communication avec les cellules de gauche et de droite

4- Vasistas

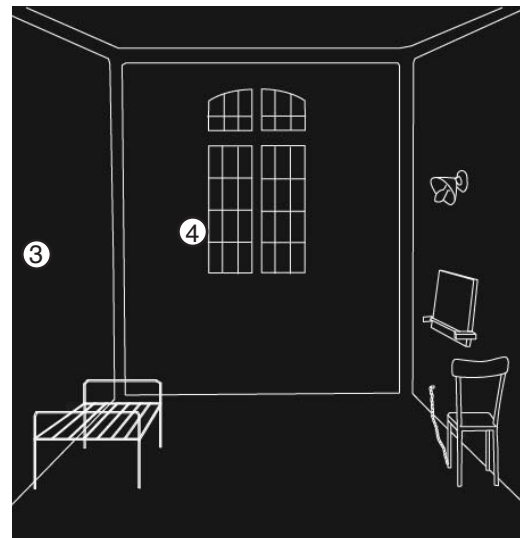
communication par l'extérieur avec les autres cellules et avec l'extérieur. Possibilité de recourir à la balançoire (un contenant fixé à une ficelle) pour faire passer des objets d'une cellule à l'autre.

Autres communications possibles

pendant les douches, les promenades, les interrogatoires ou les procès ; lors de la livraison des repas, des visites, par l'intermédiaire des colis.

« Les voix de Fresnes traversaient les murailles, couraient le long des façades, donnant, grâce aux derniers entrants, les nouvelles de la guerre, réconfortant celles et ceux qui étaient "au secret" dans les caches humides et sombres des étages inférieurs, rendant compte des interrogatoires, passant des consignes. »

Témoignage de
Jeannette L'Herminier
(archives BDIC)



Radio Fresnes

Une radio de prison désigne, le réseau de communication clandestin mis en place par les détenus entre eux et avec l'extérieur. Communiquer malgré les portes, les murs, les grilles, les gardiens et le règlement, c'est résister à l'intérieur de la prison. Tous les moyens sont bons pour activer ce réseau de résistance appelé « Radio ».

On descelle un carreau du vasistas pour appeler les autres à l'extérieur (bâtiment en face, cellules plus éloignées, la campagne), on décloue le chambranle de la fenêtre avec des outils de fortune et on utilise « la balançoire » (un contenant fixé à une ficelle) pour se faire passer des missives, des objets ou de la nourriture ; on grimpe sur l'étagère pour parler aux cellules au-dessus et en-dessous par la bouche de chaleur et utiliser « l'ascenseur » (un contenant fixé à une ficelle qui passe par le tuyau de chauffage) ; on parle à la cellule mitoyenne en collant sa bouche au mur ou en parlant par les canalisations ; on frappe sur les murs et le sol pour entrer en contact avec les autres cellules.

Les détenus trouvent, selon la configuration des lieux d'enfermement, de nombreux moyens de communication et profitent de toutes occasions pour échanger quelques mots : durant la distribution des repas, pendant la douche, à travers les colis qu'ils recevaient, et on renvoie son linge sale à sa famille (via la Croix Rouge) qui contiennent des messages cachés.



© ECPAD - Les amis de Franz Stock

Exécution au Mont Valérien, photo du sous-officier Clemens Ruther

Le parcours d'un prisonnier

Lieu d'enfermement

Pendant l'Occupation, les lieux d'enfermement sont nombreux en Île-de-France :

- La prison de la Santé, dans laquelle sont détenus et fusillés des militants communistes. Située dans le 14^e arrondissement de Paris, elle est actuellement en travaux et fermée jusqu'en 2019.
- La prison du Cherche-Midi, utilisée pour interner des opposants politiques et des résistants. Fermée définitivement en 1950, elle est démolie en 1966.
- La prison de Fresnes, dernière étape pour de nombreux résistants avant l'exécution ou la déportation. À partir de 1943, elle enferme les détenus importants de la Gestapo.
- La prison pour femmes de la Roquette, où sont internées 4 000 résistantes entre 1940 et 1944. Fermée en 1974, elle laisse place à un square.
- Le camp de Drancy, plaque tournante des déportations juives en France. Le site abrite aujourd'hui un grand ensemble d'habitations.
- Le camp de Royallieu à Compiègne, camp de transit avant la déportation.
- Le Fort de Romainville, réquisitionné par les Allemands en 1940 comme un camp d'internement.

Lieux d'exécution

Le Mont Valérien

Situé à Suresnes dans le département des Hauts-de-Seine, forteresse militaire, c'est l'un des sites principaux d'exécution de résistants et d'otages en France par l'armée allemande. De 1941 à 1944, 1008 hommes y sont exécutés.

Les condamnés, transportés en fourgon depuis les prisons franciliennes, sont d'abord enfermés dans une petite chapelle en attendant leur tour (certains y gravent un dernier message), puis escortés jusqu'à la « clairière des fusillés », située en contrebas, entourée de hauts talus à l'abri des regards, où se dressent cinq poteaux d'exécution. Pour que le lieu ne devienne pas un symbole du martyre de la Résistance, les corps sont disséminés anonymement dans les cimetières de la région parisienne.

Dès le 18 juin 1945, le général de Gaulle vient rendre hommage aux « massacrés et fusillés ». Le 11 novembre 1946, 15 dépouilles de combattants de la seconde guerre mondiale sont inhumées dans une crypte (un seizième corps sera ajouté en 1952). Haut-lieu de la mémoire nationale, le mémorial de la France combattante qui l'habite rend compte de cette histoire. La crypte accueille les corps de 11 militaires (dont 2 tirailleurs d'Afrique du Nord, 2 tirailleurs d'Afrique noire et 3 membres des Forces françaises libres), ainsi que 5 résistants intérieurs (dont un FFI du Vercors et un de la résistance indochinoise) :

- 1. Diasso Kal Boutie (1919-1940),
soldat au 16^e régiment de tirailleurs sénégalais, tué à
l'ennemi le 28 mai 1940 à Fouillooy (Somme) ;
- 2. Edmond Grethen (1898-1945),
inspecteur en chef de la garde indochinoise, fusillé par les
Japonais le 16 mars 1945 à Thakhek, Laos ;
- 3. Raymond Anne (1922-1944),
sergent FFI, dit « Filochard », tué à l'ennemi le 21 juillet
1944 à Vassieux-en-Vercors, Drôme ;
- 4. Maboulkede (1921-1944),
soldat au 24^e bataillon de marche (BM 24) de la 1^{re} division
française libre (1^{re} DFL), tué à l'ennemi le 22 août 1944 à
La Garde (Var) ;
- 5. Berty Albrecht (1893-1943),
résistante, torturée, s'est suicidée à la prison de Fresnes
en mai 1943 ;
- 6. Maurice Debout (1914-1944),
prisonnier de guerre, fusillé le 13 mars 1944 à Oberhonau
(Bavière) pour refus d'obéissance ;
- 7. Pierre Ulmer (1916-1940),
militaire au 4^e régiment de dragons portés, tué à l'ennemi
le 24 mai 1940 pendant la campagne de France à la ferme
de Berthonval (Pas-de-Calais) ;
- 8. Georges Brière (1922-1944),
matelot au 1^{er} régiment de fusiliers marins, tué à l'ennemi
le 25 novembre 1944 à Giromagny (Territoire de Belfort) ;
- 9. Caveau vide, réservé au compagnon de la Libération
qui va s'éteindre le dernier ;
- 10. Alfred Touny (1886-1944),
résistant, fusillé en avril 1944 à Arras (Pas-de-Calais) ;
- 11. Jean Charrier (1920-1944),
soldat au 152^e régiment d'infanterie, tué à l'ennemi le 26
décembre 1944 à Courtelevant (Territoire de Belfort) ;
- 12. Allal Ould M'Hamed Ben Semers (1920-1944),
soldat au 1^{er} régiment de tirailleurs marocains, tué à
l'ennemi le 6 octobre 1944 à Briançon (Hautes-Alpes) ;
- 13. Mohamed Amar Hedhili Ben Salem Ben Hadj (1913-1940),
soldat au 4^e régiment de tirailleurs tunisiens, tué à l'ennemi le
16 juin 1940 à Aunay-sous-Auneau (Eure-et-Loir) ;
- 14. Henri Arnaud (1907-1944),
commandant la 4^e escadre de chasse, tué à l'ennemi le
12 septembre 1944 à Roppe (Territoire de Belfort) ;
- 15. Maurice (Marius) Duport (1919-1944),
sous-lieutenant au 22^e bataillon de marche nord-africain
(22^e BMNA) (1^{re} DFL), tué à l'ennemi pendant la campagne
d'Italie, le 14 mai 1944 à San Clemente, Italie ;
- 16. Antonin Mourgues (1919-1942),
caporal-chef au bataillon d'infanterie de marine et du
Pacifique (BIMP), tué à l'ennemi le 1^{er} novembre 1942 à El
Mreir (Égypte), au cours de la seconde bataille d'El
Alamein ;
- 17. Renée Lévy (1906-1943),
résistante, décapitée le 31 août 1943 à la prison de
Cologne (Allemagne).

Le stand de tir de Balard

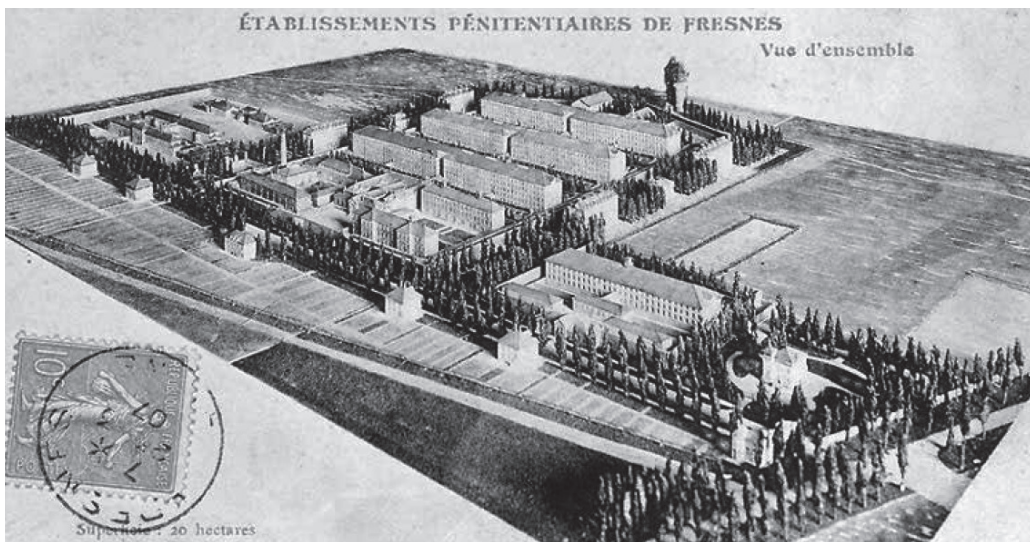
Situé dans le 15^e arrondissement de Paris, le stand de tir de Balard est initialement destiné à la Police Nationale pour les entraînements de tir. Dès juin 1940, il est réquisitionné par les Allemands et devient, dans le plus grand secret, un lieu de tortures et d'exécutions. Découvert à la Libération, détruit en 1964, il n'en reste aucune trace aujourd'hui.

Les témoignages relatent : des poteaux d'exécution ; un mur recouvert d'amiante avec des centaines de traces de mains ; des cercueils contenant chacun plusieurs corps ; des fours alimentés au gaz destinés à brûler les corps des martyrs, qui n'ont jamais été retrouvés, une chambre à gaz.

Le premier massacre a lieu le 6 juillet 1942. 143 personnes y sont torturées et fusillées. Parmi les victimes, figurent 5 lycéens du lycée Buffon (Jean-Marie Arthus, 17 ans - Jacques Baudry, 20 ans - Pierre Benoît, 17 ans - Pierre Grelot, 19 ans - Lucien Legros, 18 ans), le réseau de renseignement et d'action de Robert Beck, des Francs-Tireurs et Partisans français, des Franc-Tireur - Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) qui ont donné leur vie pour leur patrie d'adoption, des gaullistes, des résistants Nacht und Nebel non identifiés.

Déportation

On estime à un peu plus de 85 000 le nombre de résistants déportés durant la Seconde Guerre mondiale. La moitié n'en reviendra jamais. À partir de 1941, l'échec des formes traditionnelles de répression et notamment des fusillades d'otages entraîne l'instauration systématique de la déportation. Un flux régulier de déportés est envoyé vers les camps de concentration du III^e Reich, sans savoir où ils sont emmenés. L'application du décret NN (Nacht und Nebel / Nuit et brouillard) — nom de code « des directives sur la poursuite pour infraction contre le Reich ou les forces d'occupation » — du 7 décembre 1941, porte à son comble cette logique. Le décret prévoit la déportation secrète sur le territoire du Reich de toute personne représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande ». Internées dans un camp de concentration, dans l'attente théorique d'un jugement, les victimes sont vouées à disparaître sans laisser de trace.



Carte postale
représentant la prison
de Fresnes

Prison de Fresnes

Construit de 1895 à 1898 par l'architecte Henri Poussin, l'ensemble rompt avec une conception traditionnelle en étoile, au profit de longs bâtiments placés parallèlement les uns aux autres et séparés par de larges espaces. Il répond à la double nécessité, d'une part, d'instaurer un régime cellulaire permettant de soustraire le condamné à ses codétenus, et, d'autre part, de remplacer les vieilles prisons parisiennes par un établissement « modèle », situé en dehors de la capitale. Il s'agit de nettoyer Paris de ses « rebus » avant l'exposition universelle de 1900. Hygiénique et fonctionnel, le nouvel établissement fut longtemps considéré comme trop luxueux.

Triste miroir, la population de Fresnes a toujours suivi l'actualité française et son histoire. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, elle est le symbole du joug allemand et de la répression vichyste. Beaucoup de résistants sont passés par Fresnes, sans en revenir, qu'ils aient été torturés à mort, fusillés ou guillotinés, déportés en Allemagne ou en Pologne. « Une sorte de gare de triage, d'où l'on partait pour l'inconnu ». Après la Libération, durant l'épuration, des collaborateurs y sont

incarcérés. Pierre Laval et Robert Brasillach, qui y consacre un cycle de poèmes, y sont exécutés en 1945. Durant la guerre d'Algérie, ce sont de très nombreux membres du FLN, les futurs dirigeants algériens et des « porteurs de valise » qui y sont enfermés. Inversement quand l'indépendance de l'Algérie est proclamée, c'est au tour de l'OAS, de généraux et de nombreux militaires français d'en peupler les cellules. Depuis octobre 2014, le regroupement des islamistes y est testé : les éléments « radicaux » sont rassemblés dans la même partie de la prison afin de les empêcher de recruter au sein des autres détenus.

Aujourd'hui, Fresnes regroupe une maison d'arrêt d'hommes, le centre national d'observation (CNO), une maison d'arrêt de femmes et l'établissement public de santé national de Fresnes (EPSNF) installé dans l'ancienne infirmerie centrale. C'est, après Fleury-Mérogis, le second établissement pénitentiaire français par sa taille et le nombre de personnes incarcérées (plus de 2000 pour 1700 places).



10 individus

10 noms ont été retenus parmi les 40 qui ont été identifiés dans le livre de Calet :

Bertie Albrecht

Née en 1893 à Marseille, infirmière durant la première guerre mondiale. Mariée à un banquier hollandais qui lui donne deux enfants, elle réside en Hollande puis en Angleterre. Elle s'intéresse à la condition féminine, et de retour à Paris en 1931, milite pour le contrôle des naissances et le droit à l'avortement. Elle vient en aide aux réfugiés victimes du nazisme, devient surintendante d'usine et entre aux établissements Fulmen de Vierzon. Elle fait passer la ligne de démarcation à des prisonniers évadés, crée aux côtés d'Henri Frenay le Mouvement de libération nationale qui devient par la suite le mouvement Combat. Arrêtée en avril 1942, condamnée à 6 mois de prison, elle simule la folie pour être transférée dans un asile psychiatrique d'où elle est libérée par un commando et l'aide de son médecin et de sa fille. Arrêtée de nouveau en mai 1943, elle est torturée et incarcérée à la prison de Montluc à Lyon, puis à Fresnes, où elle se pend dans sa cellule. Élevée au titre de compagnon de la Résistance, elle est inhumée dans la crypte du mémorial du Mont Valérien.

Albrecht Mireille, *Les oubliés de l'ombre*, Éditions du Rocher, 2007

Albrecht Mireille, *Vivre au lieu d'exister. La vie exceptionnelle de Bertie Albrecht, Compagnon de la Libération*, Éditions du Rocher, 2015 [monographie par sa fille]

Frenay Henri, *La vie finira*, Éditions Robert Laffont, 1973. [mémoires du fondateur de Combat]

Granet Marie et Michel Henri, *Combat, Histoire d'un mouvement de Résistance*, PUF, 1957.

Missika Dominique, *Berty Albrecht*, Perrin, 2005. [monographie]

Polack Emmanuelle, *Femmes en résistance*, Casterman, 2015 [bande dessinée dont une partie est consacrée à B. Albrecht]

« Bertie Albrecht par sa fille Mireille », <http://www.dailymotion.com/video/x1b5l0t>

Numéros du journal Combat sur le site de la BNF : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34501455/date>

Robert Beck

Né en 1897 à Arpajon, il entre au PCF en 1925, en est « exclu » en 1935 afin de brouiller les pistes de la police qui le

surveille. Devenu agent du Komintern, il dirige un réseau secret chargé de transmettre des informations aux services secrets soviétiques et de détruire des sites agricoles réquisitionnés par les Allemands. Arrêté par la police allemande le 2 juillet 1942, emprisonné à Fresnes et à la Santé, il est condamné pour « activité de Franc-Tireur, espionnage et aide à l'ennemi ». Il essaie de mettre fin à ses jours en prison pour éviter de parler sous la torture, il est fusillé au Stand de Tir de Balard le 6 février 1943

À vous et à la vie, lettres de fusillés du Mont-Valérien (1940-1944), Éditions Tallandier et ministère de la Défense, 2010 [dernière lettre de Robert Beck à ses enfants et à ses amis]

Web : https://drive.google.com/drive/folders/0BBycvH011Lic_V2Z5b3NPNjdHWIE [sur Robert Beck et le stand de tir de Balard]

Frédéric Dejongh

Né en 1897 à Bruxelles, il est enseignant et directeur d'école primaire. Pendant la guerre, il s'occupe de l'intendance de la dissimulation d'aviateurs en Belgique. En avril 1942, il vient s'occuper d'opérations de sauvetage à Paris dans le cadre du réseau Comète, filière d'évasion et d'acheminement de militaires alliés vers l'Angleterre, fondé par sa fille Andrée. Interpellé en juin 1943 par la police allemande, il est emprisonné à Fresnes, condamné à mort « pour intelligence avec l'ennemi » et fusillé le 28 mars 1944 au Mont Valérien. Sa fille, née en 1916, est une des rares femmes chefs de réseau de résistance. Arrêtée en mars 1943, elle est également incarcérée à Fresnes puis déportée à Ravensbrück et Mauthausen dont elle revient vivante.

d'Udekem d'Acoz Marie-Pierre, *Andrée De Jongh. Une vie de résistante*, Racine, 2016.

Jouan Cécile (Suzanne Wittek-de Jongh), *Comète : histoire d'une ligne d'évasion*, Veurne, 1948.

Web : <http://www.cometelinge.org/> [le réseau Comète]

Robert Delattre

Né en 1914 à Boulogne-sur-Mer, aide-chimiste, il est mobilisé pendant la guerre. Capturé et interné, il réussit à s'évader et à rejoindre Londres. Recruté par Bureau central des renseignements et action de la France libre, il devient opérateur radio. Il

travaille aux côtés du Colonel Remy. Parachuté en Franc, il s'occupe de récupérer des chargements et des hommes ou de les faire partir. Arrêté en mai 1942, il est incarcéré à Fresnes, où il décède à la suite des tortures endurées le 13 mai 1943 à l'infirmerie de la prison. Son frère Pierre, arrêté en juin 1942, est également enfermé à Fresnes et meurt en déportation.

Remy, *Mémoires d'un agent secret de la France Libre*, Editions France-Empire, 1946-1961, 3 tomes.

Paul Docquois

Né à Calais en 1916, il travaille à la Compagnie des chemins de fer du Nord puis à la SNCF. Après l'appel du 22 juin, il rejoint la lutte clandestine au sein de la résistance ferroviaire et de différents réseaux. Il diffuse des journaux clandestins, renseigne, distribue des faux-papiers, se met en lien avec une filière de parachutage d'armes. Il rentre en contact avec L'intelligence Service et Résistance-Fer. Arrêté en mars 1944 par la Gestapo, condamnée deux fois à mort pour « aide à des parachutistes et intelligence avec l'ennemi », il est libéré le 18 août 1944 à la libération de Paris. Il tient un journal sur sa détention à Fresnes. Après la guerre, il est envoyé en Allemagne au détachement d'occupation des chemins de fer français. A son retour, il devient conseiller municipal de Deuil-La Barre. Il meurt en 1991.

Louis Jaconelli dit Le Valeureux

Né en 1926 à Aubervilliers, Jaconelli travaille chez un électricien. En 1943, approché par des militants communistes, il rentre à l'âge de 17 ans chez les Francs-Tireurs et Partisans, dans le groupe Paul Vaillant Couturier d'Aubervilliers. Arrêté le 12 avril 1944 par la Police française, les Brigades Spéciales II, il est condamné pour « participation à un groupe terroriste ». Il entre le 17 avril 1944 à Fresnes. Le 14 août 1944, il part de Compiègne pour Buchenwald, puis Dora-Ellrich où il meurt le 3 mars 1945 durant l'acheminement d'un convoi de malades vers Mauthausen.

André Lamarre

Né en 1926 à Paris, mousse-mécanicien dans la marine nationale. Il s'engage en janvier 1943 dans les FTP Alsace Lorraine. Il participe à une expropriation punitive chez un boucher (qui avait dénoncé des réfractaires au STO), à un vol de textile à la gare d'Austerlitz et au désarmement de gardiens d'une usine de la Compagnie des eaux de Gentilly. Il transporte des armes, participe à un déraillement d'un train. Arrêté en décembre 1943 par les Brigades spéciales, puis livré aux Allemands, il est incarcéré à Fresnes et fusillé le 5 avril 1944

au Mont Valérien.

Philippe Letailleur

Né en 1920 à Louviers. Avec sa bande, il participe à plusieurs vols. Le groupe se livre en janvier 1944 au braquage de la paie des salariés de l'entreprise de téléphonie SAGEM à Argenteuil et se fait arrêter quelques semaines plus tard pour « vol à main armée » par la police nationale. Les membres du groupe prétendent agir pour la Résistance au nom du réseau « Libre Patrie », mais travaillent pour leur compte. Condamnés à mort pour « vol et banditisme », ils sont emprisonnés à Fresnes et exécutés le 20 juin 1944 au Stand de tir de Balard.

Annick Pizigot

Née en 1924 à Locminé, elle travaille dans l'hôtel-restaurant de ses parents. Elle devient très jeune membre des Forces françaises intérieures (FFI) et agent de liaison du Bureau des opérations aériennes du Morbihan, pour lequel elle transmet des messages et des armes. Arrêtée en avril 1944, elle est emprisonnée à Locminé, à Vannes puis à Fresnes. Condamnée à mort, sa peine est commuée aux travaux forcés, elle est déportée à Ravensbrück, puis à Mauthausen. Libérée le 24 avril 1945 par la Croix Rouge, elle meurt en Suisse le 26 novembre 1945 des suites de sa déportation.

Docteur Devau, *Jour d'épreuves dans le Morbihan*, Imprimerie Kapp, 1945.

Huguette Prunier dite Juliette

Née en 1913 à Paris, Huguette Prunier dit Juliette, sténodactylo au Secours Rouge, s'engage dans les Francs-Tireurs et Partisans français en 1940. Elle est arrêtée le 2 août 1943 par la Gestapo avec son mari Robert Blache, journaliste à l'Humanité et à la Défense, pour « propagande communiste ». Le couple cache un poste de TSF dans leur pavillon à Raincy pour le compte du réseau soviétique de l'orchestre Rouge. Condamnée à mort par un tribunal allemand le 13 janvier 1944, elle est enfermée à Fresnes et mise au secret. Elle meurt exécutée le 5 août 1944 à un endroit non renseigné.

Bourgeois Guillaume, *La Véritable histoire de l'orchestre rouge*, Nouveau monde éditions, 2015.

Hany-Lefèvre Noémi, *Six mois à Fresnes*, Ernest Flammarion, 1945. [témoigne de la présence de Juliette]

« C'est sur la peau de mon coeur que l'on trouverait des rides. Je suis déjà un peu parti, absent. Faites comme si je n'étais pas là. Ma voix ne porte plus très loin. Mourir sans savoir ce qu'est la mort, ni la vie. Il faut se quitter déjà ? Ne me secouez pas. Je suis plein de larmes. »
Peau d'ours



Henri Calet

Auteur du livre *Les murs de Fresnes*

De son vrai nom Raymond-Théodore Barthelme, il passe une jeunesse mouvementée en France et en Belgique. Il multiplie les petits métiers et entre à la société parisienne de l'Electro-Câble en 1925. Devenu chef-adjoint du service comptabilité, il dérobe une très grosse somme d'argent et s'enfuit en Uruguay sous la fausse identité d'Henri Calet. Il rejoint Paris en 1932, tout en séjournant régulièrement à l'étranger. Il commence à écrire des nouvelles et des poèmes. Son premier roman *La belle lurette* paraît chez Gallimard en 1935. Introduit par Jean Paulhan, Calet est correcteur au journal *La Lumière*, de 1936 à 1940. Sa peine étant prescrite, il reprend sa vraie identité. Prisonnier durant la Seconde Guerre mondiale, il s'évade après sept mois de captivité et redevient Henri Calet. Il interrompt l'écriture pour des activités rémunératrices, travaillant comme statisticien et directeur d'une usine de céramiques. En 1944, il entre à *Combat*, dirigé par Albert Camus. Ses chroniques sont particulièrement appréciées et lui apportent une certaine réputation littéraire. Toute son existence est marquée par les problèmes financiers et sentimentaux, auxquels s'ajoute la maladie à partir de 1953.

Calet s'est inspiré de sa vie tumultueuse pour écrire. Il appartient à une littérature « non-dominante », à l'instar d'Emmanuel Bove, Georges Hyvernaud, Paul Gadenne, Raymond Guérin, Arthur Cravan, Luc Dietrich ou Jean Reverzy. Adeptes d'un journalisme subjectif, il a collaboré à différents journaux et revues, dont *Combat*, *Terre des hommes*, *Figaro Littéraire*, *Carrefour*, *Opéra*, *Marie-France*, *Elle*, *Le Nouveau Femina* et *Le Parisien libéré*, travaillé à la radio et à la télévision. Son oeuvre demeure relativement inconnue du grand public.

Ses oeuvres :

- *La belle lurette*, Gallimard, 1935 – roman
- *Le Mérinos*, Gallimard, 1937 – roman
- *La fièvre des Polders*, Gallimard, 1939 – roman
- *Le bouquet*, Gallimard, 1945 – roman
- *America*, Éd. de Minuit, 1947 – récit
- *Les Murs de Fresnes*, Éd. des Quatre Vents, 1945 – reportage
- *Trente à quarante*, Éd. de Minuit, 1947 – nouvelles
- *Rêver à la Suisse*, Éd. de Flore, 1948 – récit
- *Le Tout sur le tout*, Gallimard, 1948 – roman
- *Monsieur Paul*, Gallimard, 1950 – roman
- *L'Italie à la paresseuse*, Gallimard, 1950 – journal de voyage
- *Les grandes largeurs*, Gallimard, 1951 – ballades parisiennes
- *Un grand voyage*, Gallimard, 1952 – roman
- *Les deux bouts*, Gallimard, 1954 – reportages
- *Le croquant indiscret*, Éd. Grasset, 1956 – reportages
- *Contre l'oubli*, Éd. Grasset, 1956 – chroniques
- *Peau d'ours*, Gallimard, 1958 – notes pour un roman
- *Acteur et témoin*, Mercure de France, 1959 – articles
- *Lettres à Georges Henein*, Distique, 1981
- *Cinq sorties de Paris*, Le tout sur le tout, 1989 – récits
- *Poussières de la route*, Le Dilettante, 1989 – chroniques
- *Une stèle pour la céramique*, Les autodidactes, 1996
- *De ma lucarne*, Gallimard, 2000 – chroniques
- *Jeunesses*, Le Dilettante, 2003 – chroniques
- *Correspondance (1938-1955) avec Raymond Guérin*, Le Dilettante, 2005
- *Huit quartiers de roture*, Le Dilettante, 2015 – récits



© [photographie de presse] / Agence Meurisse

Prolongements pédagogiques

La prison de Fresnes

Pour accompagner la présentation du spectacle, des prolongements pédagogiques sont proposés. De nombreux ateliers peuvent être mis en place autour du spectacle déclinant théâtre, écriture ou vidéo. Il est conseillé de prévoir :

- une rencontre entre, d'une part, les enseignants et l'établissement scolaire et, d'autre part, la metteure en scène Judith Depaule ou Matthieu Dandreau, assistant, pour présenter le spectacle et le projet d'atelier à développer avec les élèves.
- une rencontre avec les élèves pour préparer leur venue au spectacle.
- un débat à l'issue du spectacle ou une séance de retours

Tous les ateliers feront au préalable l'objet d'une sensibilisation historique, peuvent s'accompagner de rencontres avec des historiens, de sorties sur des lieux de la mémoire, tels le Mont Valérien à Suresnes ou le Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, partenaires du projet.

Des ateliers seront déclinés autour de la création :

- à la Maison d'arrêt de Fresnes :
 - 1/ à partir des graffitis du livre de Calet, les détenus ont questionné l'identité des auteurs, la raison de leur emprisonnement, la nécessité de laisser leurs empreintes sur les murs, leur parcours avant d'arriver en prison et leur destin ultérieur ;
 - 2/ sur les chants qu'entonnaient les détenus à l'époque.

- des groupes de scolaires sont associés à l'écriture de l'interactivité de l'expérience immersive et du spectacle lors de séances de tests tout au long de la conception du projet
- à l'ESAC - école Supérieure d'Art de Cambrai un workshop a été mené par l'équipe sur le traitement des archives en design graphique et sur la construction d'une œuvre transmedia aux dispositifs interactifs.

Atelier à destination de collégiens, lycéens, d'étudiants ou tout groupe d'amateurs :

- « **Les héritiers** »
Exploration de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale à l'échelle de sa famille ou d'un quartier, par un travail d'investigation (recueil de témoignages et d'archives). Cette investigation a pour but d'explorer les mémoires familiales et territoriales, leur transmission et leur mémoire.
Les participants après avoir compilé de la matière, grâce à un travail d'entretien et d'enquête effectué avec leur smartphones, appareils photos ou tout autre outil de captation, fabriqueront une petite forme documentaire hybride au croisement du théâtre et de l'audiovisuel faisant l'objet d'une restitution publique
- « **Le traitement de l'archive** »
Comment traite-t-on l'archive ? Quelle approche artistique ? Comment peut-on transformer des documents d'archive en œuvre d'art, que ce soit au théâtre, sous

forme d'œuvre multimédia ou plastique ?
À partir de documents collectés par les participants, construction d'un objet artistique.

– « **Les voix sans visages** »

Pièce de théâtre écrite dans la cellule 91 de la III^e division de la prison de Fresnes en mars 1944 (distribution féminine), sur les conditions d'internement à la prison de Fresnes pendant la Seconde Guerre mondiale. Travail de scènes, du jeu de l'acteur et montage de la pièce.

– « **Création de slogans, d'affiches, de spots vidéo de résistance** »

À partir de l'imagination des participants et de leurs revendications pouvant donner lieu à une exposition ou un film : comment résister ou mettre en place une action de résistance ?

– « **Théâtre documentaire** » à destination des enseignants et des formateurs

Le théâtre documentaire occupe une place de plus en plus importante dans le théâtre contemporain. Toute thématique sociale, politique ou historique peut servir de point de départ à un spectacle et devenir matière artistique. Il s'agit d'explorer le passage du réel au factuel et de définir une orientation dramaturgique à partir de laquelle seront définis les moyens les plus adaptés pour lui trouver son expression la plus pertinente.

a/ Construction collective d'une petite forme à partir d'un sujet donné.

b/ Comment dire et aborder le témoignage au théâtre ? Quel type de jeu et d'adresse au public induit-il ?

– « **Atelier de pratique théâtrale** »

à partir d'un corpus de textes sur la Résistance (théâtre, littérature, poèmes)

Sources et références

De nombreuses ressources, études et documents sur la Résistance sont disponibles en ligne

Bibliographie très complète établie par la fondation de la Résistance à consulter en ligne

http://www.fondationresistance.org/documents/dossier_them/Doc00162.pdf

Sites de ressources

<http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/>
<http://www.france-libre.net>
<http://www.charles-de-gaulle.org>
<http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/web/guest/seconde-guerre-mondiale>
<http://museesleclercmoulin.paris.fr>
<http://www.ordredelaliberation.fr>
<http://www.museedelaresistanceenligne.org/>
www.musee-resistance.com/
<http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/>
[centre-regional-resistance-liberte](http://www.mont-valerien.fr/)
<http://www.mont-valerien.fr/>
<http://www.chrd.lyon.fr/chrd/sections/fr>
<https://fondationmemoiredeportation.com/>